Déclaration préalable
au CDEN du 20 novembre 2014

La semaine d'action menée par la FSU est marquée par des temps forts : la journée d'interpellation du mardi 18 novembre avec des rassemblements unitaires organisés sur tout le territoire à l'appel de quatre organisations syndicales — dont certaines non élues ici— ont permis de démontrer que la défense de l'emploi public et du pouvoir d'achat des agents représentait un enjeu suffisamment important pour maintenir une unité syndicale malgré l'approche des élections du 4 décembre.

Le samedi 22 novembre sera consacré à l'Éducation. À mi- mandat du quinquennat, la politique éducative n'a pas la hauteur nécessaire pour relancer la démocratisation et réduire les inégalités territoriales et sociales. Ce que nous dénoncions est avéré, confirmé par le ministère : 3 856 créations de postes de fonctionnaires titulaires seulement ! 2906 en primaire, 950 dans le secondaire, à quoi s'ajoute une crise inédite des recrutements. Rien qui permette de compenser les 80 000 postes fermés en 5 ans, de pallier les départs à la retraite et d'affronter le baby boom. Une aggravation générale, parfaite pour creuser les inégalités sociales. Dans ce contexte, l'Éducation prioritaire est un enjeu crucial. C'est pourquoi mardi, des représentants de la FSU départementale (1er et 2nd degré) ont rencontré à leur demande le conseiller de la Ministre en charge de l'éducation prioritaire assisté du directeur de cabinet du Recteur de Versailles et de vous-même, monsieur le Directeur académique. Ils ont transmis les inquiétudes, le sentiment de désaveu et les revendications des personnels des établissements oubliés, écartés et/ou délabellisés. Les analyses portées par la FSU sont étayées par la réalité et l'ampleur des réactions des établissements concernés.

La situation économique et sociale, les conditions de rentrée 2015 qui s'annoncent plus que mauvaises, ne permettront pas à des écoles, à des collèges ou à des lycées d'assurer leur mission sans les moyens nécessaires. La rentrée 2014 dont nous parlons aujourd'hui s'annonçait suffisamment difficile déjà.

Pour le PREMIER DEGRÉ

Alors que depuis deux ans le département bénéficie de dotations positives en postes, les effectifs restent encore trop souvent chargés. Pour la rentrée 2014, à la lecture des documents fournis en amont de ce CDEN, on constate que le E/C départemental, nombre moyen d'élèves par classe, n'évolue pas… enfin pour être parfaitement exact il baisse d'un centième d'élève par classe… Mais ce statut quo revêt des réalités très

contrastées. En effet, si globalement le nombre moyen d'élèves par classe a légèrement baissé dans les écoles maternelles en raison de la baisse des effectifs par rapport à la rentrée 2013, c'est l'inverse qui est constaté dans les écoles élémentaires. Avec seulement 1 ouverture de classe pour 41 élèves supplémentaires, le E/C dans les écoles élémentaires continue d'augmenter et les conditions d'apprentissage de se dégrader. A cette rentrée ce sont donc des écoles élémentaires laissées avec une moyenne supérieure à 28 élèves par classe, mais aussi des écoles maternelles à plus de 30 que connaissent certaines écoles ; du jamais vu dans notre département. Il reste donc encore de nombreuses classes dont les effectifs sont supérieurs à 30. Les conditions d'enseignement ne se sont donc pas améliorées pour la grande majorité des équipes, et elles se dégradent dans l'élémentaire. Le SNUipp et la FSU continuent de dénoncer le nombre de créations de postes supplémentaires insuffisants dans les différents budgets, pour à la fois absorber la hausse démographique et permettre une réelle mise en place de la priorité au primaire, notamment par la création des postes « plus de maîtres que de classes » et « scolarisation des moins de 3 ans ».
D'autre part, alors que les RASED ont été décimés, cette année encore aucune création de poste E ou G, même si la FSU est bien consciente que pour reconstruire des RASED la création de postes devra s'accompagner d'une politique volontariste de départ en formation CAPA-SH.
La priorité au primaire… La plupart des élèves et des équipes la cherchent encore…

D'autre part, le SNUipp-FSU 92 a lancé une enquête en ligne début octobre afin de faire un 1er bilan d'étape de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires et ses conséquences sur les conditions de travail des enseignants, les conditions d'apprentissage des élèves et la mise en place des activités périscolaires avec leurs éventuelles répercutions sur le temps scolaire. Nous avons eu 426 réponses entre le 11 et le 31 octobre, de plus d'1/4 des écoles du département, toutes les communes et toutes les fonctions étant représentées.
Du côté des enseignants, ce 1er bilan est sans appel : plus des ¾ des collègues estiment que la mise en place de la réforme des rythmes a un impact négatif sur leurs conditions de travail et se sentent plus fatigués que l'an passé à la même période, avec l'impression de ne jamais pouvoir s'arrêter, "déconnecter", avec des conséquences parfois sur la vie de famille et une certaine démotivation qui s'installe. Les relations avec les municipalités se sont dégradées pour 45 % des collègues, conséquence sans doute de la main mise des municipalités sur l'organisation du temps scolaire.
Du point de vue des élèves, là encore le constat est majoritairement négatif : 56 % des enseignants pensent que les nouveaux rythmes dégradent les conditions d'apprentissage des élèves, en grande partie du fait d'une perte de repères due au grand nombre d'adultes, aux horaires de sortie qui changent et aux diverses utilisations du même lieu classe (ou autres locaux de l'école). Nous sommes bien loin de l'objectif annoncé de la réforme !
Concernant le retour à 5 matinées de classe, les avis sont partagés, la moitié des collègues estimant que la répartition du temps de classe sur 5 matinées n'est pas pertinent, les autres ayant l'avis contraire ou n'ayant pas d'avis à cette période de l'année.
Par contre, un certain nombre de remarques font part d'une plus grande fatigue des élèves en fin de semaine, quelle que soit leur opinion sur le mercredi matin. Certains

s’endorment en classe, l’énervement est plus important et donc les apprentissages sont rendus plus difficiles. Les enseignants notent également un taux d’absentéisme plus important le mercredi matin, les parents ne parvenant pas à réveiller leurs enfants.
La question du bruit revient dans une très grande majorité de remarques. Le constat est surtout négatif en maternelle : plus qu’en élémentaire, il n’y a souvent pas de TAP, mais une simple garderie, et les collègues dénoncent le fait que dans la plupart des communes le rythme soit le même de la petite section au CM2. .
Concernant la mesure prioritaire à prendre sur cette question des rythmes scolaires, 59 % des enseignants pensent qu’il est possible de raccourcir les vacances, soit pour travailler sur 4 jours, soit pour avoir des journées réellement plus courtes. 16 % estiment qu’il faudrait remplacer le mercredi par le samedi, et 12 % qu’il faut imposer l’alternance 7 semaines de classe / 2 semaines de vacances. Un certain nombre d’enseignants proposent 1 samedi ou mercredi / 2.
Ces résultats n'ont pas la prétention d'être statistiquement ou scientifiquement totalement fiables et sont bien entendu discutables, mais ils ne peuvent être ignorés et doivent être pris en compte. Les résultats de notre enquête nous confortent donc dans notre demande de réécriture totale du décret, et nous donnent raison quand nous dénonçons depuis le début une réforme faite à la va-vite et qui a dès le départ oublié son objectif : permettre d’améliorer la réussite des élèves.

Pour le Second degré

La rentrée 2014 dans les Hauts-de-Seine se caractérise par les mêmes difficultés que les rentrées précédentes et nous allons donc faire quasiment les mêmes analyses qu'au CDEN bilan de la rentrée 2013.

Les effectifs constatés sont - comme les années précédentes - supérieurs aux effectifs prévus lors de la préparation de rentrée de janvier dernier : 501 élèves en plus en collège pour 184 prévus par la Direction académique et en lycée 967 élèves en plus pour 288 élèves prévus soit une erreur de 996 élèves… l'équivalent d'un petit collège et d'un lycée. Ecart qui a provoqué - comme les années précédentes - l'ouverture de nombreuses classes à la rentrée : 14 classes dont 11 en lycée.

La direction académique a dû injecter des heures à la rentrée mais sans commune mesure avec l'augmentation des effectifs : 824 heures pour 996 élèves, conséquence mécanique une détérioration des conditions de réussite des élèves et des classes encore plus pléthoriques. Qui plus est, des postes fixes d'enseignants correspondants aux besoins n'ont pas pu être crées en mars, créations indispensables à la stabilité des équipes et donc à la réussite des élèves.

Comme chaque année il y a eu des variations parfois importantes des effectifs sur certains établissements, des collèges comme Voltaire, Camus, les Chenevreux ont une quarantaine d'élèves en plus non prévus dans les prévisions. Comment la Direction académique peut-elle découvrir 75 nouveaux collégiens à Villeneuve à la rentrée… ou 45 sur la commune de Bois-Colombes ??? Des situations similaires se retrouvent en

lycée notamment dans les sections professionnelles.

Les taux d'encadrement en collège continuent de se dégrader entre la rentrée 2013 et la rentrée 2014. Le nombre d'heures donné par élève ou H/E, le seul indicateur fiable pour mesurer les taux d'encadrement, a encore connu une nouvelle baisse. Une fois retiré les moyens destinés aux dispositifs ULIS, UPI2A et Classes relais qui sont, certes, des moyens d'enseignement mais destinés uniquement à des publics particuliers, le H/E départemental est de 1.1749 pour cette rentrée contre 1.1772 à la rentrée précédente. C'est une dégradation qui poursuit celle des années précédentes.

Les deux tiers des collèges ont des H/E inférieurs à 1.2 et proches de 1.1, ces dotations ne laissent aucune marge d'initiative pédagogique réelle aux établissements et les contraignent à arbitrer trop souvent entre le maintien d'options, les effectifs par classe et les horaires nationaux dus aux élèves. Dans ces conditions, il ne reste aucune possibilité de remédiation pour les élèves. Utiliser un indicateur comme le nombre d'élèves par division (ou E/D) ne peut servir qu'à masquer une baisse des taux d'encadrement car c'est mettre de côté toutes les possibilités de dédoublement et d'options qui peuvent aider à la réussite des élèves.

Permettez-nous, même si ce n'est pas l'objet d'un CDEN de dire quelques mots sur les lycées. En lycée la dégradation est encore plus nette qu'en collège puisque le H/E passe de 1.61 constaté à la rentrée 2013 à 1.58 pour la rentrée 2014 soit une baisse de 1.7%. Les effectifs des lycées ont augmenté de 2,2 %, mais les dotations n'ont augmenté que de 0,47 %. La situation s'est à nouveau détériorée du fait du nombre insuffisant de divisions ce qui implique des classes "bourrées à bloc", et du nombre insuffisant de lycées dans ce département. La FSU a les plus vives inquiétudes, pour la rentrée prochaine, avec l'arrivée en Seconde du "Baby Boom de l'an 2000" - arrivée prévue depuis 14 ans…. Il n'est pas acceptable que face à la pénurie des moyens (heures, enseignants et bâtiments) la Direction académique en arrive à refuser de scolariser des élèves comme cela s'est produit pour des redoublants de Terminale, en leur proposant une solution au rabais. La FSU demande que le dispositif qui consiste à demander aux élèves de Terminale de se présenter en candidat libre ne soit pas reconduit pour la rentrée prochaine. La Direction académique doit recevoir les moyens pour ouvrir un nombre suffisant de divisions dans chaque bassin d'éducation pour accueillir tous les élèves : c'est le droit à l'éducation pour tous et un gage d'égalité entre tous les territoires et tous les citoyens. C'est aussi un moyen de réduire le décrochage et les sorties sans qualification, donc d'améliorer les performances de notre système éducatif.

Par ailleurs la suppression de nombreux CIO dans ce département, il n'en restera plus que 3 à terme sur 12, ne permettra plus aux familles, dans de nombreux bassins, d'avoir accès au service public d'orientation.

De fait, il n'y a donc aucune amélioration quant au Second degré et nous assistons à l'une des pires rentrée connue. C'est bien ce que les collègues et les établissements en grève avaient dénoncé lors du mouvement de janvier-février dernier avec l'ensemble des organisations syndicales de ce département et avec le soutien de parents d'élève et d'élu-e-s. Mais ils n'avaient pas été écoutés - et même pas entendus - ni par Monsieur le Directeur académique, ni par Monsieur le Recteur ni par Monsieur

le Ministre.

Les personnels et les usagers en subissent maintenant les conséquences, des effectifs pléthoriques dans la majorité des classes et aucun moyen de remédiation pour les élèves en difficulté, des taux d'HSA délirants qui détériorent les conditions de travail des personnels et les conditions d'enseignement donc de réussite des élèves. Les personnels enseignant prennent de plus en plus d'heures supplémentaires du fait de la détérioration de leurs pouvoir d'achat en l'absence de toute revalorisation salariale, le tout provoque une surcharge de travail permanente pour les personnels aux dépens de leur santé. Nous ne doutons pas que cette maltraitance de nos professions est la meilleure manière de régler la dramatique crise du recrutement que connaît aujourd'hui l'Éducation nationale…

C’est pourquoi la FSU appelle au rassemblement et au meeting du 22 Novembre à Paris. La FSU appelle aussi à l’union de tous ceux qui œuvrent pour une Éducation capable d'assurer la formation et les qualifications de tous les élèves.